



AB-ND Prüfung 23-1

Herstellung und Wirkung von nachrichtendienstlichen Produkten (NDB)

Zusammenfassung:

Da sich der NDB in einer Transformation befindet, sind nicht nur Änderungen in den verschiedenen organisatorischen Bereichen, sondern auch in deren Produktion zu erwarten.



AB-ND Prüfung 23-2

Die juristischen Dienstleistungen im NDB

Zusammenfassung:

Der Beachtung des Legalitätsprinzips und des rechtmässigen Handelns kommt bei der nachrichtendienstlichen Tätigkeit ein erhöhtes Gewicht zu. Handelt der Nachrichtendienst des Bundes (NDB) oder seine Mitarbeitenden nicht rechtmässig, können einerseits verschiedene Grundrechte verletzt werden (Datenschutz, Recht auf Privatsphäre, Geschäftsgeheimnis u.a.m.). Andererseits ergibt sich ein erhebliches Sicherheitsrisiko für die Schweiz, wenn der NDB den für seine Tätigkeit gegebenen rechtlichen Rahmen nicht voll ausschöpft. Zudem kann sich ein Reputationsschaden ergeben, wodurch das Vertrauen der Schweizer Bevölkerung in diese Institution geschädigt wird. Daher prüft die AB-ND die Aufgaben, Kompetenzen und Verantwortlichkeiten der juristischen Dienstleistungserbringer im NDB auf ihre Zweckmässigkeit und Wirksamkeit.

Die AB-ND hat zu fünf Prüffragen Mitarbeitende verschiedener Bereiche und Funktionen interviewt oder befragt und Dokumente eingesehen. Sie hat festgestellt, dass der NDB den gesetzlichen Ausbildungsauftrag wahrnimmt, nach der Transformation jedoch eine Optimierung der Ausführung des Ausbildungskonzepts für alle Bereiche des NDB angezeigt ist. Der NDB hat wie andere Verwaltungseinheiten die Möglichkeit, fehlende Expertise extern einzukaufen. Er hat in den vergangenen Jahren nur punktuelle und begründete Mandate für juristische Dienstleistungen vergeben, welche nicht auf das Fehlen von notwendigen Fachressourcen schliessen lassen.

Insbesondere die Organisationseinheiten Qualitätssicherung, Compliance und der Rechtsdienst des NDB erbringen juristische Dienstleistungen. In allen drei Bereichen besteht Handlungsbedarf oder zumindest sind Sachverhalte vorliegend, welche im Rahmen der laufenden Transformation eine gesteigerte Aufmerksamkeit benötigen.

Die zwei ausgesprochenen Empfehlungen betreffen die Tätigkeit der Compliance und deren Nachvollziehbarkeit sowie den aktiven Einbezug des Rechtsdienstes in bestimmte Geschäfte und die Ausgestaltung von Arbeitsprozessen. Die Ansprüche und Wünsche an den Rechtsdienst entsprechen nicht dessen bisheriger Ausgestaltung und Entscheidkompetenz. Um eine Übereinstimmung von Soll- und Ist-Zustand zu erzielen, muss mehr als nur die Stellen-

beschreibung der Leitungsfunktion des Rechtsdienstes aktualisiert werden. Die letzten Compliance-Audits nach Konzept wurden 2021 erstellt. Im Prüfungszeitpunkt wurde nur die Meldestelle durch die Compliance aktiv betreut, jedoch sind keine Nachweise dieser Tätigkeit vorhanden. Bei der Qualitätssicherung sind zahlreiche Abgänge von juristisch geschulten Personen zu verzeichnen, welche so schnell wie möglich ersetzt werden müssen, um die Pendenzen in der Aktualisierung der Dokumentation bewältigen zu können.

AS-Rens Inspection 23-2

Les prestations juridiques du SRC

Résumé

Le respect du principe de légalité et de la légitimité de l'action revêt une importance accrue dans les activités de renseignement. Si le Service de renseignement de la Confédération (SRC) ou ses collaborateurs n'agissent pas conformément à la loi, différents droits fondamentaux peuvent être violés (protection des données, droit à la vie privée, secret des affaires, etc.). D'autre part, il en résulte un risque considérable pour la sécurité de la Suisse si le SRC n'exploite pas pleinement le cadre juridique fixé pour son activité. Il peut en résulter un préjudice de réputation, ce qui nuit à la confiance de la population suisse dans cette institution. L'autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement (AS-Rens) examine donc les tâches, les compétences et les responsabilités des prestataires de services juridiques du SRC afin de s'assurer qu'elles soient appropriées et efficaces.

L'AS-Rens a interviewé ou interrogé des collaborateurs de différents secteurs et fonctions sur cinq questions de contrôle et a consulté des documents. Elle a constaté que le SRC assume le mandat légal de formation, mais qu'après la transformation, une optimisation de l'exécution du concept de formation pour tous les domaines est indiquée. Comme d'autres unités administratives, le SRC a la possibilité d'acheter à l'extérieur l'expertise qui lui fait défaut. Ces dernières années, il n'a attribué que des mandats ponctuels pour des services juridiques. Ceux-ci étaient justifiés ce qui ne permet pas de conclure à l'absence de ressources spécialisées au sein du SRC.

Les unités organisationnelles Assurance qualité, Compliance et Service juridique du SRC, en particulier, fournissent des services juridiques. Dans ces trois domaines, il est nécessaire d'agir ou, du moins, une attention accrue dans le cadre de la transformation en cours est requise.

Les deux recommandations formulées concernent l'activité de la Compliance et sa traçabilité, ainsi que l'implication active du Service juridique dans certaines affaires et la conception des processus de travail. Les exigences et les souhaits concernant le Service juridique ne correspondent pas à sa structure et à ces compétences décisionnelles actuelles. Pour parvenir à une adéquation entre l'état souhaité et l'état actuel, il ne suffit pas d'actualiser la description de poste de la fonction de direction du Service juridique. Les derniers audits de conformité selon le concept ont été établis par la Compliance en 2021. Au moment de l'audit, seulement le "bureau de communication" était géré activement par la Compliance, mais aucune preuve de cette activité n'est traçable. En ce qui concerne l'Assurance qualité, de nombreux départs de personnes ayant une formation juridique ont été enregistrés récemment. Elles doivent être

remplacées le plus rapidement possible afin de pouvoir faire face aux tâches en suspens dans la mise à jour de la documentation.



AB-ND Prüfung 23-3

Schutz und Sicherheit im NDB

Zusammenfassung:

Gewisse Aspekte der Sicherheit sind schon in vergangenen Prüfungen untersucht worden. So wurden bspw. in der Prüfung «22-14 Rekrutierungs-, Betreuungs- und Austrittsprozess» gewisse Aspekte der Mitarbeitersicherheit thematisiert. Deshalb wurde auf die Durchführung dieser Prüfung zugunsten anderer verzichtet. Die Personalsicherheit bleibt aber immer im Prüffokus der AB-ND.



AS-Rens Inspection 23-4

IT Service continuity management (ITSCM) et Disaster Recovery-IT au SRC

Résumé

Lors de la présente inspection, l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement (AS-Rens) a examiné si le Service de renseignement de la Confédération (SRC) disposait de processus efficaces et appropriés pour pouvoir garantir le maintien de l'exploitation informatique et donc de son activité principale, en cas de scénario de crise ou de catastrophe, et pour pouvoir restaurer ses données.

Les événements majeurs imprévus tels que les incendies, les inondations ou les activités criminelles constituent une menace pour toute organisation. De tels événements sont de nature à potentiellement causer des dommages, notamment à l'infrastructure des technologies de l'information, qui peuvent être bien plus graves qu'une simple panne. Il appartient dès lors aux organisations d'assurer une continuité de leur activité (Business continuity management [BCM]). Le BCM se concentre ainsi sur un événement et s'emploie à réduire l'impact d'un risque sur les prestations et processus opérationnels essentiels.

Une informatique fiable et hautement disponible est essentielle à la survie d'une entreprise, étant donné la grande dépendance de son activité principale envers les technologies de l'information. L'IT Service continuity management (ITSCM), qui découle du BCM, a pour objectif de pouvoir fournir les prestations informatiques critiques identifiées par l'entreprise conformément aux exigences, même en cas d'événement majeur. Pour ce faire, des mesures préventives (renforcement de la résilience) et des mesures préparées en cas de survenue d'un événement (renforcement de la réaction) sont évaluées et mises en œuvre. L'ITSCM doit garantir que les services et l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont disponibles suite à une défaillance ou qu'ils puissent être rétablis dans un délai convenu. Le Disaster Recovery-IT vise quant à lui à remettre les services et l'infrastructure TIC en état suite à une défaillance.



Le thème de l'ITSCM répond ainsi à des risques très actuels et concrets. La numérisation continuant ses progrès et le traitement des données étant au cœur de l'activité du SRC, celui-ci est d'autant plus dépendant d'une exploitation continue et fiable de ses infrastructures informatiques, et ce dans un monde où la pénurie d'électricité menace, où les cyber-attaques se multiplient et où la guerre n'est plus étrangère au continent européen. De même, des pertes de données seraient de nature à menacer sa capacité à exécuter sa mission.

La partie BCM avait déjà fait l'objet d'un rapport de l'organe de révision interne du DDPS (rapport I 2022-01 du 15 août 2022). Une des recommandations de ce rapport invitait les unités administratives du DDPS à mettre à jour leur documentation relative au BCM. Le SRC travaille pour appliquer cette recommandation. De plus, la direction du SRC a décidé de n'approuver et de mettre en œuvre un nouveau BCM qu'au terme de sa transformation actuellement en cours. L'AS-Rens a donc fait preuve de retenue quant à ce qui avait trait au BCM.

S'agissant de l'ITSCM, l'AS-Rens a constaté l'absence de documentation. Cette absence de documentation relève d'un défaut de gouvernance TIC au sein du SRC. En effet, les mesures existent, mais ont été prises au niveau technique uniquement. L'unité TIC a ainsi adopté de nombreuses mesures pour garantir une continuité de l'activité en cas d'événement majeur. Ces mesures sont efficaces et adéquates. Elles permettent de limiter les risques de manière conséquente. En particulier, la redondance de l'infrastructure TIC de même que la stratégie de sauvegarde des données sont adéquates et efficaces. Cela étant, il n'existe aucune stratégie de test, de sorte que si les services TIC bénéficient d'une grande stabilité, il n'est pas certain qu'il en soit de même en cas d'événement majeur. De même, l'absence de tests variés et réguliers ne permet pas de mettre à jour l'ITSCM. Des recommandations ont été prononcées en lien avec la documentation de l'ITSCM et l'organisation de tests.



AB-ND Prüfung 23-4

IT Service continuity management (ITSCM) und Disaster Recovery-IT beim NDB

Zusammenfassung

In dieser Prüfung untersuchte die AB-ND, ob der NDB über effiziente und geeignete Prozesse verfügt, mit denen im Krisen- oder Katastrophenfall der IT-Betrieb und dadurch auch der Betrieb des Kerngeschäfts des NDB sichergestellt und seine Daten wiederhergestellt werden können.

Unvorhergesehene Grossereignisse wie Brände, Überschwemmungen oder kriminelle Aktivitäten stellen eine Bedrohung für jede Organisation dar. Solche Ereignisse können insbesondere an der informationstechnologischen Infrastruktur Schäden verursachen, die möglicherweise viel schlimmer als eine einfache Panne sind. Daher müssen Organisationen das Business Continuity Management (BCM) sicherstellen. Das BCM konzentriert sich somit auf ein Ereignis und soll seine Auswirkungen auf Risiken für kritische Leistungen und Geschäftsprozesse minimieren.

Eine zuverlässige und hochverfügbare IT ist für das Überleben eines Unternehmens essenziell, da sein Kerngeschäft stark von Informationstechnologien abhängt. Das mit dem BCM einhergehende ITSCM hat zum Ziel, auch bei Grossereignissen gemäss den Anforderungen vom Unternehmen identifizierte kritische IT-Leistungen liefern zu können. Dafür werden vorsorgliche Massnahmen (Stärkung der Resilienz) und für den Ereignisfall vorbereitete Massnahmen (Stärkung der Reaktion) beurteilt und umgesetzt. Mit dem ITSCM soll sichergestellt werden, dass die Leistungen und die Infrastruktur der Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) nach einem Ausfall verfügbar sind oder innert einer vereinbarten Frist wiederhergestellt werden können. Die Disaster-Recovery-IT hingegen soll die IKT-Leistungen und -Infrastruktur nach einem Ausfall wieder instand setzen.

Ein solches ITSCM muss den aktuellen und konkreten Risiken gerecht werden. Vor dem Hintergrund einer drohenden Strommangellage, zunehmender Cyberangriffe und einem Krieg in Europa ist der NDB durch die fortschreitende Digitalisierung und die



Datenbearbeitung als seine zentrale Tätigkeit mehr denn je von einem kontinuierlichen und zuverlässigen Betrieb der IT-Infrastrukturen abhängig. Zudem gefährden Datenverluste die Fähigkeit des NDB, seinen Auftrag zu erfüllen.

Das BCM war bereits Gegenstand eines Berichts der Internen Revision des VBS (Bericht I 2022-01 vom 15. August 2022). Eine der Empfehlungen dieses Berichts forderte die Verwaltungseinheiten des VBS auf, ihre Dokumentation über das BCM zu aktualisieren. Der NDB arbeitet daran, diese Empfehlung umzusetzen. Zudem hat die Leitung des NDB beschlossen, erst nach Abschluss der laufenden Transformation ein neues BCM zu genehmigen und umzusetzen. Die AB-ND zeigt sich deshalb in Bezug auf das BCM zurückhaltend.

Beim ITSCM hat die AB-ND fehlende Dokumentation festgestellt. Die fehlende Dokumentation ist auf einen Mangel bei der IT-Governance innerhalb des NDB zurückzuführen. Es wurden zwar Massnahmen getroffen, aber nur auf technischer Ebene. Die IKT-Einheit des NDB hat zahlreiche Massnahmen ergriffen, um im Falle eines Grossereignisses die Betriebskontinuität sicherzustellen. Diese effizienten und angemessenen Massnahmen, zu denen insbesondere die Sicherstellung der Redundanz der IKT-Infrastruktur sowie die Datensicherungsstrategie zählen, ermöglichen, die Risiken konsequent zu minimieren. Allerdings gibt es keine Teststrategie, sodass nicht sicher ist, ob die hohe Stabilität der IKT-Leistungen auch bei einem Grossereignis wirklich gegeben ist. Ohne verschiedenartige und regelmässige Tests kann zudem das ITSCM nicht aktualisiert werden. Im Zusammenhang mit der Dokumentation des ITSCM und der Organisation von Tests wurden Empfehlungen ausgesprochen.



AB-ND Prüfung 23-05

Kantonaler Nachrichtendienst Luzern

Zusammenfassung

Die AB-ND überprüfte, ob die Zusammenarbeit zwischen dem Nachrichtendienst des Bundes (NDB) und dem Kantonalen Nachrichtendienst Luzern (KND LU) rechtmässig, zweckmässig und wirksam verläuft. Sie kam dabei zum Schluss, dass der NDB und der KND LU eng und in vielen Themengebieten gut bis sehr gut zusammenarbeiten. Der KND LU erledigt die Aufträge des NDB frist- und inhaltsgerecht. Gestützt auf ihre Prüfungshandlungen stellte die AB-ND fest, dass der KND LU über ein sehr gutes Netzwerk verfügt, gute nachrichtendienstliche Kenntnisse besitzt und dass die Voraussetzungen und die Motivation zur Erfüllung der nachrichtendienstlichen Aufgaben vorhanden sind.

Die AB-ND überprüfte insbesondere, ob die gespeicherten und personenbezogen erfassten Daten bezüglich Aufgabenbezug, der Einhaltung der Datenbearbeitungsschranke sowie der Richtigkeit und Erheblichkeit der Informationen den gesetzlichen Vorgaben entsprechen. Sie stellte diesbezüglich keine gravierenden Auffälligkeiten fest, regte dennoch an, eine systematische Prüfung in allen Ablagen durchzuführen.

AS-Rens Inspection 23-05

Service de renseignement cantonal Lucerne

Résumé

L'AS-Rens a examiné la collaboration entre le Service de renseignement de la Confédération (SRC) et l'organe d'exécution du canton de Lucerne (SRCant LU) sous l'angle de la légalité, de l'adéquation et de l'efficacité. Elle a abouti à la conclusion que le SRC et le SRCant LU collaboraient étroitement et de bien à très bien dans beaucoup de domaines thématiques. Le SRCant LU exécute les mandats du SRC dans les délais impartis et le contenu est conforme aux attentes. Sur la base de ses activités d'inspection l'AS-Rens a constaté que le SRCant LU disposait d'un très bon réseau, de bonnes connaissances du domaine du renseignement et que les conditions et la motivation pour l'exécution des tâches de renseignement étaient pleinement réunies.

L'AS-Rens a en particulier examiné si l'enregistrement des données personnelles répondait aux exigences légales, en lien avec les tâches, le respect des restrictions de traitement des données ainsi que l'exactitude et la pertinence des informations. Elle n'a constaté aucune anomalie grave à ce sujet, mais a néanmoins suggéré de procéder à un examen systématique dans tous les systèmes d'information.



AB-ND Prüfung 23-6

Kantonaler Nachrichtendienst Nidwalden

Zusammenfassung

Die unabhängige Aufsichtsbehörde über die nachrichtendienstlichen Tätigkeiten (AB-ND) überprüfte, ob die Zusammenarbeit zwischen dem Nachrichtendienst des Bundes (NDB) und dem Kantonalen Nachrichtendienst Nidwalden (KND NW) rechtmässig, zweckmässig und wirksam verläuft. Sie kam dabei zum Schluss, dass der NDB und der KND NW gut zusammenarbeiten. Der KND NW erledigte die Aufträge des NDB i.d.R. frist- und inhaltsgerecht. Die AB-ND erhielt den Eindruck, dass der KND NW die notwendige Trennung der Infrastruktur von Kantonspolizei und KND nicht hinreichend berücksichtigt. Hierbei besteht das Risiko des Informationsabflusses. Die AB-ND formulierte eine entsprechende Empfehlung.

Die AB-ND überprüfte, ob die gespeicherten und personenbezogen erfassten Daten bezüglich Aufgabenbezug, der Einhaltung der Datenbearbeitungsschranke sowie der Richtigkeit und Erheblichkeit der Information den gesetzlichen Vorgaben entsprechen. Es wurde diesbezüglich festgestellt, dass offene Fragen zur Datenhaltung oder technische Probleme, welche für den Informationsschutz relevant sind, nicht mit der nötigen Sorgfalt und Disziplin angegangen werden bzw. der Aufgabenbezug aufgrund von personellen Abgängen nicht immer nachvollzogen werden kann. Hierbei besteht das Risiko der unrechtmässigen Datenbearbeitung und des Informationsabflusses. Die AB-ND formulierte eine entsprechende Empfehlung.

AS-Rens Inspection 23-6

Service de renseignement du canton de Nidwald

Résumé

L'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement (AS-Rens) a examiné la collaboration entre le Service de renseignement de la Confédération (SRC) et le Service de renseignement du canton de Nidwald (SRCant NW) sous l'angle de la légalité, de l'adéquation et de l'efficacité. Elle a abouti à la conclusion que le SRC et le SRCant NW collaboraient bien. En règle générale, le SRCant NW a exécuté les mandats du SRC dans les délais et conformément aux attentes. L'AS-Rens a eu l'impression que le SRCant NW ne tenait pas suffisamment compte de la nécessité de séparer l'infrastructure de la police cantonale et du SRCant. Il y a là un risque de fuite d'informations. L'AS-Rens a formulé une recommandation en ce sens.

En outre, l'AS-Rens a examiné si les données enregistrées et les données relatives aux personnes répondaient aux exigences légales, en lien avec les tâches, le respect des restrictions du traitement des données ainsi que de l'exactitude et de la pertinence des informations. Elle a constaté à cet égard que les questions en suspens concernant la gestion des données ou les problèmes techniques importants pour la protection des informations n'étaient pas traités avec le soin et la discipline nécessaires ou que le lien avec les tâches ne pouvait pas toujours être établi en raison de départs du personnel. Il en résulte un risque de traitement illicite des données et de fuite d'informations. L'AS-Rens a formulé une recommandation en ce sens.



AB-ND Prüfung 23-7

Kantonaler Nachrichtendienst Obwalden

Zusammenfassung

Die unabhängige Aufsichtsbehörde über die nachrichtendienstlichen Tätigkeiten (AB-ND) überprüfte, ob die Zusammenarbeit zwischen dem Nachrichtendienst des Bundes (NDB) und dem Kantonalen Nachrichtendienst Obwalden (KND OW) rechtmässig, zweckmässig und wirksam verläuft. Sie kam dabei zum Schluss, dass der NDB und der KND OW in den aktuellen Themengebieten gut zusammenarbeiten und die Kommunikation auch niederschwellig funktioniert. Der KND OW erledigte die Aufträge des NDB frist-, inhalts- und ressourcengerecht. Die AB-ND erhielt den Eindruck, dass der KND OW über gute nachrichtendienstliche Kenntnisse und die entsprechenden Qualitäten verfügt, und dass die Voraussetzungen und die Motivation zur Erfüllung der Aufgaben vorhanden sind.

Die AB-ND überprüfte, ob die gespeicherten und personenbezogen erfassten Daten bezüglich Aufgabenbezug, der Einhaltung der Datenbearbeitungsschranke sowie der Richtigkeit und Erheblichkeit der Information den gesetzlichen Vorgaben entsprechen. Es wurden diesbezüglich keine Auffälligkeiten festgestellt.

AS-Rens Inspection 23-7

Service de renseignement du canton d'Obwald

Résumé

L'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement (AS-Rens) a examiné la collaboration entre le Service de renseignement de la Confédération (SRC) et le Service de renseignement du canton d'Obwald (SRCant OW) sous l'angle de la légalité, de l'adéquation et de l'efficacité. Elle a abouti à la conclusion que le SRC et le SRCant OW collaboraient bien dans les domaines thématiques actuelles et que la communication fonctionne aussi à bas seuil. Le SRCant OW exécute les mandats du SRC dans les délais impartis ménageant les ressources ainsi que le contenu est conforme aux attentes. Sur la base de ses actes d'inspection l'AS-Rens a constaté que le SRCant OW disposait d'un très bon réseau de relations, de bonnes connaissances du domaine du renseignement et des qualités correspondantes, et que les conditions et la motivation pour l'exécution des tâches étaient présentes.

En outre, l'AS-Rens a examiné si les données enregistrées et les données relatives aux personnes répondaient aux exigences légales, en lien avec les tâches, le respect des restrictions de traitement des données ainsi que de l'exactitude et de la pertinence des informations. Elle n'a constaté aucune anomalie à ce sujet.



AB-ND Prüfung 23-08

Kantonaler Nachrichtendienst Uri

Zusammenfassung

Die AB-ND überprüfte, ob die Zusammenarbeit zwischen dem Nachrichtendienst des Bundes (NDB) und dem Kantonalen Nachrichtendienst Uri (KND UR) rechtmässig, zweckmässig und wirksam verläuft. Sie kam dabei zum Schluss, dass der NDB und der KND UR eng und in vielen Themengebieten gut zusammenarbeiten. Der KND UR erledigte die Aufträge des NDB frist- und inhaltsgerecht. Die AB-ND erhielt den Eindruck, dass der KND UR über gute nachrichtendienstliche Kenntnisse und die entsprechenden Qualitäten verfügt, und dass die Voraussetzungen und die Motivation zur Erfüllung der Aufgaben vorhanden sind.

Die AB-ND überprüfte, ob die gespeicherten und personenbezogen erfassten Daten bezüglich Aufgabenbezug, der Einhaltung der Datenbearbeitungsschranke sowie der Richtigkeit und Erheblichkeit der Information den gesetzlichen Vorgaben entsprechen. Es wurden diesbezüglich keine Auffälligkeiten festgestellt.

AS-Rens Inspection 23-08

Service de renseignement cantonal Uri

Résumé

L'AS-Rens a examiné la collaboration entre le Service de renseignement de la Confédération (SRC) et le Service de renseignement du canton de Uri (SRCant UR) sous l'angle de la légalité, de l'adéquation et de l'efficacité. Elle a abouti à la conclusion que le SRC et le SRCant UR collaboraient étroitement et bien dans beaucoup de domaines thématiques. Le SRCant UR exécute les mandats du SRC dans les délais impartis et le contenu est conforme aux attentes. L'AS-Rens a eu l'impression que le SRCant UR disposait de bonnes connaissances du domaine du renseignement et des qualités inhérentes, et que les conditions et la motivation pour l'exécution des tâches étaient présentes.

En outre, l'AS-Rens a examiné si les données enregistrées et les données relatives aux personnes correspondaient aux exigences légales, en lien avec le mandat et en matière de respect des restrictions de traitement des données ainsi que de l'exactitude et de la pertinence des informations. Aucune anomalie n'a été constatée à ce sujet.



AB-ND Prüfung 23-9

Auftragsbearbeitung technische Sensoren im Zentrum für elektronische Operationen (ZEO)

Zusammenfassung:

Technische Sensoren sind eine wichtige Quelle bei der Beschaffung von nachrichtendienstlichen Informationen. Da sich die zugrundeliegende Technik in dieser Beschaffungsdisziplin ständig weiterentwickelt und damit die Wirksamkeit dieser nachrichtendienstlichen Tätigkeit potentiell mit der technischen Entwicklung verbessert wird, sind die ausführenden Stellen gezwungen, sich über die Weiterentwicklungen ihrer Möglichkeiten bei der Gewinnung von nachrichtendienstlich relevanten Informationen ständig Gedanken zu machen. Ein Risiko könnte dann entstehen, falls den gegebenen rechtlichen Rahmenbedingungen bei diesen Überlegungen nicht der notwendige Stellenwert beigemessen würde.

Daher überprüfte die unabhängige Aufsichtsbehörde über die nachrichtendienstlichen Tätigkeiten (AB-ND) die Auftragsbearbeitung mittels technischer Sensoren im Zentrum für elektronische Operationen (ZEO) zugunsten der Nachrichtendienste des Bundes. Dabei stellte sie fest, dass es stets einer detaillierten und schriftlichen Beauftragung durch die Dienste bedarf. Durch die Erfassung dieser Aufträge in einem zentralen administrativen Auftragsverwaltungssystem ist die Nachvollziehbarkeit, die Einhaltung der gesetzlichen Fristen sowie die Zuordnung von Ergebnissen zur Beauftragung jederzeit gegeben.

Bei den operativen Tätigkeiten sucht das ZEO nach Wegen, intelligente Werkzeuge einzusetzen, um einerseits die knappen menschlichen Ressourcen von Routinetätigkeiten zu entlasten und andererseits die aus der Funk- und Kabelaufklärung gewonnen Daten insbesondere in Bezug auf zukünftige Cyberbedrohungen besser zu nutzen.

Hinsichtlich der Einhaltung der rechtlichen Grundlagen im operativen Geschäft konnte die AB-ND feststellen, dass den Mitarbeitenden des ZEO regelmässig die Relevanz der gesetzlichen Grundlagen für ihr Tagesgeschäft vor Augen geführt wird, es aber auch organisatorische Massnahmen gibt, wie beispielsweise interne *peer reviews* von Ergebnissen oder Weisungen durch die Verantwortlichen im ZEO.

Insgesamt fand die AB-ND keine Hinweise, dass das ZEO beim Einsatz der technischen Sensoren zur Auftragsbearbeitung der Dienste die rechtlichen Grundlagen verletzen würde oder die Sensoren nicht wirksam und zweckmässig einsetzen würde.

AS-Rens Inspection 23-9

Traitement des mandats de capteurs techniques au Centre des opérations électroniques (COE)

Résumé:

Les capteurs techniques sont une source importante d'informations pour les services de renseignement. Comme la technique sous-jacente à cette acquisition évolue constamment et que l'efficacité de cette activité de renseignement peut potentiellement s'améliorer avec le développement technique, les services d'exécution sont contraints de réfléchir en permanence à l'évolution de leurs possibilités d'acquisition d'informations pertinentes pour les services de renseignement. Un risque pourrait survenir que le cadre juridique ne soit pas pris en compte dans ces réflexions.

L'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement (AS-Rens) a donc examiné le traitement des mandats au Centre des opérations électroniques (COE) au profit des services de renseignement de la confédération dans le domaine des capteurs techniques. Elle a constaté qu'un mandat détaillé et écrit de la part des services était toujours nécessaire. La saisie de ces mandats dans un système central de gestion administrative des mandats permet de garantir à tout moment la traçabilité, le respect des délais légaux et l'attribution des résultats aux mandats.

En ce qui concerne les activités opérationnelles, le COE cherche des moyens d'utiliser des outils intelligents afin, d'une part, de décharger les ressources humaines limitées des activités de routine et, d'autre part, de mieux utiliser les données obtenues par la reconnaissance radio et radar, notamment en ce qui concerne les futures cybermenaces.

En ce qui concerne le respect des bases légales dans les activités opérationnelles, l'AS-Rens a pu constater que les collaborateurs du COE sont régulièrement sensibilisés à la pertinence des bases légales pour leurs activités quotidiennes, mais qu'il existe également des mesures organisationnelles, comme par exemple des *peer reviews* internes des résultats ou des directives par les responsables du CEO.

Dans l'ensemble, la AS-Rens n'a pas trouvé d'indices selon lesquels le COE violerait les bases légales lors de l'utilisation des capteurs techniques pour le traitement des mandats des services ou qu'il ne les utiliserait pas de manière efficace et appropriée.



AB-ND Prüfung 23-10

Die Zusammenarbeit des NDB mit Privaten

Zusammenfassung:

Der Nachrichtendienst des Bundes (NDB) arbeitet mit Privaten, Organisationen und Unternehmen zusammen. Die Zusammenarbeit findet im administrativen Rahmen insbesondere über übliche Vertragsverhältnisse und im operativen Bereich insbesondere über die Zusammenarbeit mit Privaten, sogenannten Supportern, statt. Mit der Zusammenarbeit unterstützen die Privaten den NDB bei der Erfüllung seiner Aufgaben im Sinne von Artikel 6 des Bundesgesetzes über den Nachrichtendienst (NDG).

In einer ersten Phase analysierte die AB-ND eine offene Frage im Zusammenhang mit einer Prüfung der Eidgenössischen Finanzkontrolle (EFK), welche die Zusammenarbeit des NDB mit Unternehmen und Privaten im administrativen Rahmen betraf. Anhand einer Stichprobenkontrolle untersuchte sie eine gewisse Anzahl laufender Dienstleistungsverträge zwischen dem NDB und verschiedenen Unternehmen. Die Buchhaltung des NDB wurde auch berücksichtigt und einer Stichprobenkontrolle unterzogen. Die legendierten Zahlungen, die ebenfalls in den Büchern des NDB erfasst sind, wurden analysiert, was in einer zweiten Phase ermöglichte, die Untersuchungen der AB-ND auf den operativen Rahmen und damit auf die Supporter des NDB auszuweiten.

Die AB-ND kontrollierte so die Rechtmässigkeit der den Supportern zugewiesenen Aufträge anhand der Kriterien aus dem NDG und der NDV. Zudem überprüfte sie die Zweckmässigkeit und Wirksamkeit der Zusammenarbeit zwischen dem NDB und den Supportern, indem sie das vom NDB eingeführte Portfoliomanagement und Life-Cycle-Management der Supporter untersuchte.

Schliesslich wurde das Risikomanagement analysiert und verschiedene Hypothesen wurden überprüft. Die Umgehung von genehmigungspflichtigen Beschaffungsmassnahmen (GEBM) durch einen Auftrag an eine Privatperson, das rechtswidrige Verhalten einer Privatperson, die Zahlung an eine Privatperson ohne Gegenleistungen oder die Zusammenarbeit mit Privaten, deren Ruf dem NDB schaden könnte, sind ebenso Aspekte, die im Rahmen dieser Prüfung berücksichtigt wurden.

Gemäss der AB-ND sind die Übersicht des NDB über die Privaten, mit denen der NDB zusammenarbeitet, sowie die dazugehörige Dokumentation relevant. Die durchgeführte Prüfung

zeigt im Übrigen eine Verbesserung in diesem Bereich auf. Der Umgang mit Sicherheitslücken im Rahmen der Zusammenarbeit mit Privaten ist gemäss den Feststellungen der AB-ND jedoch verbesserungswürdig. Die Praxis im operativen Bereich bei bestimmten Privaten zugeordneten Aufgaben kann ausserdem noch genauer angegeben werden. Ohne Empfehlungen auszusprechen hat die AB-ND mittels mehrerer Anregungen den NDB auf diese Punkte aufmerksam gemacht.



AB-ND Prüfung 23-11

Operationen, operative Abklärungsbedürfnisse und genehmigungspflichtige Beschaffungsmassnahmen

Zusammenfassung:

Nachrichtendienstliche Operationen (OP) und operative Abklärungsbedürfnisse (OPAB) gehören zu den Kernaufgaben des NDB. Sie zeichnen sich dadurch aus, dass sie im Vergleich zum Tagesgeschäft komplexer sind und einer operationellen Führung bedürfen. Zudem können in OP auch genehmigungspflichtige Beschaffungsmassnahmen (GeBM) beantragt werden. Da die Komplexität von OP sowie OPAB regelmässig Risiken hinsichtlich der Wirksamkeit und der Zweckmässigkeit aufweisen und GeBM aufgrund des Eingriffs in die geschützte Privatsphäre stets ein rechtliches Risiko beinhalten, prüft die AB-ND regelmässig die entsprechenden Tätigkeiten des NDB.

Hinsichtlich der Entwicklung des OP- und OPAB-Portfolios konnten keine massgeblichen Veränderungen im Vergleich zum Vorjahr festgestellt werden. Dies betrifft sowohl das Mengengerüst als auch die behandelten Themen. Auch dieses Jahr beschäftigt den NDB der Abschluss von seit längerer Zeit laufenden OP und OPAB. Dies ist aus Sicht der AB-ND zielführend und sollte auch künftig beibehalten werden.

Bei fünf OP und elf OPAB wurde geprüft, ob diese rechtmässig, zweckmässig und wirksam durchgeführt werden respektive durchgeführt worden sind. Aufgrund der durchgeführten Prüfungshandlungen konnte die AB-ND keine Hinweise entdecken, dass die geprüften OP und OPAB nicht rechtmässig, wirksam und zweckmässig durchgeführt werden respektive worden sind.

Die AB-ND überprüfte bei acht genehmigten und freigegebenen, bei drei dringlichen sowie bei einer abgelehnten Massnahme, ob diese gemäss den entsprechenden Entscheiden umgesetzt werden bzw. nicht umgesetzt worden sind. Aufgrund der durchgeführten Prüfungshandlungen besteht für die AB-ND kein Grund zu bezweifeln, dass die geprüften Massnahmen nicht gemäss den Entscheiden des Genehmigungs- und Freigabeprozesses umgesetzt worden sind. Es gibt auch keine Hinweise darauf, dass der NDB trotz negativer Genehmigungsverfügung einzelne Massnahmen widerrechtlich umgesetzt hätte.

Aufgrund des positiven Gesamteindrucks verzichtete die AB-ND auf die Formulierungen von Empfehlungen.

AS-Rens Inspection 23-11

Opérations, enquêtes opérationnelles et mesures de recherche soumises à autorisation

Résumé :

Les opérations de renseignement (OP) et les enquêtes opérationnelles (OPAB) font partie des tâches principales du Service de renseignement de la Confédération (SRC). Elles se distinguent par le fait qu'elles sont plus complexes que les affaires courantes et qu'elles nécessitent une conduite opérationnelle. En outre, des mesures de recherche soumises à autorisation (MRSA) peuvent également être demandées dans les OP. Étant donné que la complexité des OP et des OPAB présente régulièrement des risques en termes d'efficacité et d'opportunité et que les MRSA comportent toujours un risque juridique en raison de l'atteinte à la sphère privée protégée, l'Autorité de surveillance indépendante des activités de renseignement (AS-Rens) examine régulièrement les activités correspondantes du SRC.

En ce qui concerne l'évolution du portefeuille OP et OPAB, aucun changement significatif n'a été constaté par rapport à l'année précédente. Cela concerne aussi bien la structure quantitative que les thèmes traités. Cette année encore, le SRC est préoccupé sur l'achèvement des OP et OPAB en cours depuis un certain temps. Du point de vue de l'AS-Rens, cette démarche est conforme aux objectifs et devrait être maintenue à l'avenir.

Pour cinq OP et onze OPAB, il a été vérifié si elles sont ou ont été mises en œuvre de manière légale, adéquate et efficace. Sur la base des contrôles effectués, l'AS-Rens ne dispose d'aucun indice lui permettant de conclure que les OP et les OBAP examinés ne sont pas ou n'ont pas été mis en œuvre de manière légale, efficace et appropriée.

Pour huit MRSA approuvées et libérées, pour trois mesures urgentes et pour une mesure refusée, l'AS-Rens a vérifié si elles étaient mises en œuvre ou non conformément aux décisions correspondantes. Sur la base des contrôles effectués, l'AS-Rens ne dispose d'aucun indice lui permettant de conclure que les mesures examinées n'ont pas été mises en œuvre conformément aux décisions prises dans le cadre du processus d'approbation et de validation. Rien n'indique non plus que le SRC ait mis en œuvre certaines mesures de manière illi-cite malgré une décision d'approbation négative.

En raison de l'impression générale positive, l'AS-Rens a renoncé à formuler des recommandations.



AS-Rens Inspection 23-12

HUMINT

Résumé

Le domaine des informateurs (human intelligence, ci-après : HUMINT) appartient aux domaines clandestins, soit les domaines où le sceau du secret est une pierre angulaire de l'activité. Ceci engendre des mesures de sécurité et de protection particulièrement élevées et portant sur les collaborateurs et collaboratrices (notamment avec le recours à des identités d'emprunt et/ou légendes afin de cacher leur appartenance au Service de renseignement de la Confédération [SRC]), sur les lieux de travail (légendés), les flux financiers légendés nécessaires afin de cacher la provenance des fonds, les obligations de protection des sources, etc. Les risques dans ces domaines sont variés et évoluent en permanence, justifiant une inspection annuelle de l'AS-Rens.

L'AS-Rens, considérant la transformation et la réorientation stratégique du SRC, avait principalement pour objectif de faire un état des lieux du domaine HUMINT avant la transformation. Dans l'inspection 23-12, elle s'est donc particulièrement intéressée à l'évolution du portefeuille des sources que ce soit sous l'angle stratégique, des collaborateurs du domaine HUMINT, des capacités de développement et d'apprentissage ou encore des projets en cours. Cette inspection a également été l'occasion de faire un instantané du fonctionnement et des difficultés rencontrées par le domaine HUMINT avant la transformation du SRC. A cette fin, l'entier des collaborateurs du domaine HUMINT a été interrogé par oral ou par écrit. Si les collaborateurs sont globalement contents de leur travail et sont très motivés, certaines difficultés préexistantes et déjà constatées par l'AS-Rens se retrouvent exacerbées par la transformation du SRC. L'évolution et la numérisation de la société en générale sont aussi des facteurs augmentant la pression sur les domaines clandestins. Des projets actuellement en cours, comme une nouvelle formation des officiers traitants ou un nouveau système de gestion de la documentation devraient permettre d'apporter quelques solutions. D'une manière générale, le domaine HUMINT dispose des compétences, des idées, de la motivation et des ressources humaines nécessaires pour trouver des solutions aux problèmes actuels. Deux recommandations ont été prononcées concernant la gestion du personnel et l'évaluation des renseignements fournis par les sources.



Enfin, l'inspection a permis d'établir que les dossiers sélectionnés et examinés étaient conduits conformément au droit et documentés de manière adéquate.



AB-ND Prüfung 23-12

HUMINT

Zusammenfassung

Der Bereich der menschlichen Quellen (human intelligence, im Folgenden: HUMINT) gehört zu den klandestinen Bereichen, d.h. zu den Bereichen, in denen die Geheimhaltung ein Eckpfeiler der Tätigkeit ist. Dies führt zu besonders hohen Sicherheits- und Schutzmassnahmen, in Bezug auf die Mitarbeitenden (u. a. Verwendung von Tarnidentitäten und/oder Legendierung, um die Zugehörigkeit zum Nachrichtendienst des Bundes [NDB] zu verbergen), und deren die (legendierten) Arbeitsplätze, die legendierten Finanzflüsse, die notwendig sind, um die Herkunft der Gelder zu verbergen, die Verpflichtungen zum Quellenschutz usw. Die Risiken in diesen Bereichen sind vielfältig und entwickeln sich ständig weiter was eine jährliche Prüfung durch die AB-ND rechtfertigt.

Im Hinblick auf die Transformation und die strategische Neuausrichtung des NDB war es das Hauptziel der AB-ND, eine Standortbestimmung des Bereichs HUMINT vor der Transformation vorzunehmen. Im Rahmen der Prüfung 23-12 interessierte sie sich daher insbesondere für die Entwicklung des Quellenportfolios, sei es in strategischer Hinsicht, in Bezug auf die Mitarbeitenden des Bereichs HUMINT, die Entwicklungs- und Lernkapazitäten oder auch die laufenden Projekte. Die Prüfung bot auch die Gelegenheit, eine Momentaufnahme der Funktionsweise und der Schwierigkeiten des Bereichs HUMINT vor der Transformation des NDB zu machen. Zu diesem Zweck wurden alle Mitarbeitenden des Bereichs HUMINT mündlich und schriftlich befragt. Auch wenn die Mitarbeitenden im Grossen und Ganzen mit ihrer Arbeit zufrieden und sehr motiviert sind, werden einige bereits bestehende und von der AB-ND bereits festgestellte Schwierigkeiten durch die Transformation des NDB noch verschärft. Die Entwicklung und die Digitalisierung der Gesellschaft im Allgemeinen sind ebenfalls Faktoren, die den Druck auf die klandestinen Bereiche erhöhen. Laufende Projekte wie z.B. eine neue Ausbildung für die Quellenführenden oder ein neues System zur Verwaltung der Dokumentation sollen Lösungen bringen. Insgesamt verfügt der Bereich HUMINT über die notwendigen Fähigkeiten, Ideen, Motivation und personellen Ressourcen, um Lösungen für die aktuellen Probleme zu finden. Die AB-ND hat zwei Empfehlungen ausgesprochen, die sich auf das Personalmanagement und die Bewertung der von den Quellen gelieferten Informationen beziehen.

Schliesslich ergab die Prüfung, dass die ausgewählten und geprüften Dossiers rechtskonform geführt und angemessen dokumentiert werden.



AB-ND Prüfung 23-13

Einsatz von virtuellen Agentinnen und Agenten (VirtA) im NDB

Zusammenfassung

Die weltweite Bedrohungslage hat sich aus Sicht des Nachrichtendienstes des Bundes (NDB) in den letzten Jahren dahingehend verändert, dass sich die Kommunikation von Zielpersonen und Gruppierungen insbesondere in den Bereichen Terrorismus und Gewaltextremismus im virtuellen Raum von öffentlichen Plattformen weg verlagert hat. Durch diese neue Ausgangslage ist der NDB gezwungen, sein Internetmonitoring zu verbessern und anzupassen. Um weiterhin nachrichtendienstlich relevante Informationen beschaffen zu können, benötigt der NDB den Einsatz von virtuellen Agentinnen und Agenten (VirtA).

Der rechtliche Rahmen für den Einsatz von VirtA muss klar festgelegt sein, da der NDB in die Grundrechte (Recht auf persönliche Freiheit nach Art. 10 Abs. 2 oder auf Privatsphäre und das Fernmeldegeheimnis nach Art. 13 der Bundesverfassung) eingreifen könnte und das Risiko besteht, Informationen zu beschaffen, die je nach Intensität als genehmigungspflichtige Beschaffungsmassnahme eingestuft werden könnten. Die unabhängige Aufsichtsbehörde über die nachrichtendienstlichen Tätigkeiten (AB-ND) prüfte aus diesem Grund, ob für den Einsatz von VirtA der rechtliche Rahmen klar definiert und den involvierten Mitarbeitenden bekannt ist.

Mit den Art. 17 (Legendierungen) und Art. 18 (Tarnidentitäten) des Nachrichtendienstgesetzes (NDG) verfügt der NDB über eine rechtliche Grundlage für den Einsatz von VirtA. Ein Einsatz von VirtA ist demnach aus Sicht der AB-ND grundsätzlich rechtmässig. Was aber bei einem VirtA-Einsatz erlaubt ist, ist heute im NDB noch nicht abschliessend geklärt.

Die Prüfhandlungen haben aufgezeigt, dass der NDB seit den Vorfällen der unrechtmässigen Informationsbeschaffung durch den Bereich Cyber in 2021 sensibilisiert und bemüht ist, bei Einsätzen von VirtA nicht die gleichen Fehler zu begehen. Zum Zeitpunkt der Prüfung bestan-

den offene Fragen zu Regeln und Richtlinien für die Einsätze von VirtA. Es ergaben sich jedoch keine Hinweise, dass VirtA für unrechtmässige Informationsbeschaffungen eingesetzt wurden. Die offenen Fragen beschäftigten den NDB teilweise bereits seit einigen Jahren, wobei der NDB sich lange nicht im Klaren war, wie VirtA eingesetzt werden sollen. Solange grundlegende Punkte im Dienst nicht geklärt und als konkrete Einzelfall-Fragen an den Rechtsdienst NDB herangetragen werden, kann juristisches Fachwissen für operative Beschaffungsmassnahmen im virtuellen Raum nicht zielführend aufgebaut werden. Die AB-ND empfahl dem NDB, sein Fachwissen in diesem in Zukunft immer relevanter werdenden Beschaffungsbereich zu stärken.

Ohne den Einsatz von eigenen VirtA ist der NDB von seinen ausländischen Partnerdiensten abhängig und riskiert, Hinweise im virtuellen Raum auf bevorstehende Bedrohungen nicht oder nicht rechtzeitig zu erkennen. Aus diesem Grund prüfte die AB-ND, ob der Aufbau einer eigenen VirtA-Einheit im NDB zweckmässig erfolgte.

Aus der Historie ging hervor, dass sich der NDB seit 2016 erste Überlegungen machte, VirtA aufzubauen und für die operative Informationsbeschaffung im virtuellen Raum einzusetzen. Ab 2019 konkretisierten sich die Bemühungen und 2021 beschloss der NDB letztlich mittels eines Geschäftsleitungsentscheides, eine eigene VirtA-Sektion zu schaffen. Die Prüfhandlungen zeigten auf, dass in den vergangenen Jahren die Zuständigkeit für die Umsetzung des Vorhabens innerhalb des NDB mehrmals änderte. In seinem Vorhaben des Aufbaus einer VirtA-Sektion ging der NDB ineffizient und nicht zweckmässig vor. Mit jeder Übergabe der Zuständigkeit an eine andere Person oder Stelle im NDB wurden ähnliche Grundsatzfragen immer wieder von Beginn an diskutiert und in unterschiedlichen Konzepten beschrieben. Diese mehrfache Verschiebung der Verantwortlichkeit war für einen zeitnahen und effizienten Aufbau einer VirtA-Sektion nicht förderlich.

Den Erfahrungsaustausch des NDB mit vergleichbaren ausländischen Partnerdiensten erachtete die AB-ND als sinnvoll und begrüssenswert. Die positiven Erfahrungen der Partnerdienste flossen in die konzeptionellen Überlegungen des NDB ein und die letztendliche Organisationsstruktur der VirtA-Sektion im NDB orientierte sich grösstenteils an derjenigen der befragten Partnerdienste. Die geplante Zusammenarbeit des NDB mit Partnerdiensten im Bereich Ausbildung soll sicherstellen, dass VirtA des NDB vom langjährigen operativen Erfahrungsschatz ausländischer Kolleginnen und Kollegen profitieren können. Die Absicht des NDB für eine Reduktion der Abhängigkeit von Partnerdiensten künftig eine eigene Ausbildung aufzubauen, erachtete die AB-ND als zweckmässig.

Die AB-ND prüfte des Weiteren, ob der NDB über die technischen und organisatorischen Rahmenbedingungen verfügt, um mit dem Einsatz von VirtA wirksame nachrichtendienstliche

Erfolge erzielen zu können, bzw. die Erfolgchancen von vorneherein korrekt einzuschätzen. Die Prüfhandlungen zeigten auf, dass die konkreten Kriterien für die Wirkungsmessung von VirtA-Einsätzen noch nicht vorlagen. Aus den geführten Gesprächen ging jedoch hervor, dass die Messlatte für die Bewilligung eines VirtA-Einsatzes hoch angelegt ist, da bspw. ein isolierter Hinweis eines Partnerdienstes nicht als Grundlage für eine Einsatzbewilligung ausreiche. Vielmehr müsse der NDB bspw. über eigene verlässliche Informationen aus dem Internetmonitoring verfügen, um einen erfolgsversprechenden VirtA-Einsatz zu starten. Die AB-ND empfahl die Intensivierung der Anstrengungen zur Festlegung der Kriterien für die Wirkungsmessung von VirtA-Einsätzen.



AB-ND Prüfung 23-14

Die Umsetzung der Empfehlungen der AB-ND

Zusammenfassung:

Die AB-ND hat ein internes Projekt lanciert, mit dem sie die Qualität ihrer Empfehlungen verbessern will. Zwei Mitarbeitende besuchten eine Weiterbildung und verfassten eine Transferarbeit zu diesem Thema. Die AB-ND wird gestützt darauf ihr Prüfungshandbuch anpassen. Zudem wird das Empfehlungsmonitoring verstärkt. Deshalb wurde auf die Durchführung dieser Prüfung zugunsten anderer verzichtet.



AB-ND Prüfung 23-15

Die Umsetzung des Auskunftsrechts im NDB

Zusammenfassung:

Auf den ersten September 2023 ist das Bundesgesetz über den Datenschutz (Datenschutzgesetz, DSG, SR 235.1) revidiert worden. Der NDB braucht genügend Zeit, um die erforderlichen Änderungen in seinen Prozessen umsetzen zu können. Die AB-ND bleibt in diesem Bereich im Austausch mit dem NDB aber auch mit dem Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten (EDÖB).